

DEMANDE DE PAIEMENT

Au titre du dispositif d'arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

Décision de la Commission du 23 avril 2021 approuvant le régime d'aide notifiée n° SA.62426 d'aide à l'arrêt temporaire des activités de pêche dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;
Règlement (CE) n° 1005/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 établissant un système communautaire destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ;
Règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
Règlement d'exécution (UE) n° 404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
Règlement (UE) n° 1380/2013 du Conseil du 20 décembre 2013 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;
Convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes

Avant de remplir ce formulaire de demande de paiement, veuillez lire attentivement la notice d'information.

Veuillez transmettre l'original (et conserver un exemplaire) accompagné des justificatifs au service instructeur compétent.

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de dossier OSIRIS : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Code sous-mesure : | | | | | |

Date de réception de la demande de paiement : | | | / | | | / | | | | | |

1 - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Nom, prénom ou Dénomination/raison sociale :

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Adresse : _____

| | | | | |
|---|----------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Annexe 2 : « Ressources perçues » du formulaire DP dûment complétée et signée | Original | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> |
| Annexe 3 : « Livrables et indicateurs » du formulaire DP dûment complétée et signée | Original | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> |
| Relevé d'identité bancaire | Copie | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

8 – MENTIONS LÉGALES

Les informations recueillies sont strictement à l'usage des services instructeurs. Elles font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.

Toute fausse déclaration est passible de sanction pénale en vertu des articles 441-1 à 441-12 du Code pénal et entraîne la nullité de la demande.

La loi punit quiconque se rend coupable de fausses déclarations :

- « Constitue un faux, toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. » (Code pénal, art. 441-1).
- « Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende » (Code pénal art.4 41-6).

7 - ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) | _____
(nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter le demandeur)

Agissant en qualité de représentant légal de | _____

Demande le versement des aides qui ont été accordées par la convention attributive ou l'arrêté visés au point 2 et les avenants qui s'y rattachent le cas échéant.

J'atteste sur l'honneur :

- Avoir pris connaissance des sanctions que j'encours si je présente dans l'annexe 1 de la demande de paiement des dépenses qui ne sont pas éligibles au titre de l'arrêt temporaire brexit d'après la convention attributive/arrêté ci-dessus visé.
- Que tout ou partie de l'opération pour laquelle je demande le versement de l'aide a bien été réalisé.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je m'engage :

- À respecter les règles d'éligibilité temporelle rappelées dans la notice,
- À informer le service instructeur de toute modification des informations contenues dans le présent formulaire,
- À ne pas solliciter à l'avenir, pour cette opération, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement de l'opération »,
- À assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions de la future réglementation relative à la réserve d'ajustement Brexit,
- À rembourser au prorata temporis l'aide octroyée si le navire objet de l'aide financé a été cédé hors de l'Union européenne pendant une durée de cinq ans,
- À détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité,
- À me soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et sur place) prévus par la réglementation.

